

-----  
CABINET  
-----

Arrêté n° 10054 /MEH-CAB. -  
accordant à la société RAGEC SA une autorisation d'exercice  
de l'activité de production autonome de l'eau dans le département  
de Brazzaville

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 003/91 du 23 avril 1991 portant sur la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'eau ;

Vu le décret n° 2008-85 du 16 avril 2008 fixant les modalités d'exercice de  
l'activité de production autonome de l'eau ;

Vu le décret n° 2010-123 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre  
de l'énergie et de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre,  
chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2022-1850 du 24 septembre 2022 portant nomination des  
membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 18018/MEH-CAB du 19 décembre 2012 fixant les procédures et les  
conditions d'autorisation d'exercice de l'activité de production autonome de l'eau ;

Vu l'arrêté n° 5169/MEH/MFB du 25 mars 2019 portant application de la  
redevance due par les producteurs autonomes de l'eau,

ARRETE :

Article premier : Il est accordé à la société RAGEC, société anonyme de droit  
congolais, au capital de 7 000 000 000, inscrite au Registre de Commerce et du  
Crédit Mobilier sous le numéro RCCM N° CG-BZV-08 B-1239, NIU  
n° M2005110000235098, sise avenue Obia Gaston, Quartier Djiri,  
Arrondissement Djiri, Commune de Brazzaville, BP 52, une autorisation d'exercice  
de l'activité de production autonome de l'eau.

Article 2 : La société RAGEC SA est autorisée à prélever les eaux souterraines  
du domaine public hydraulique à partir de deux forages érigés sur son site, sise  
avenue Obia Gaston, Quartier Djiri, Arrondissement Djiri, Brazzaville.

**Article 3 :** Les eaux prélevées par la société RAGEC SA sont destinées à des fins commerciales, notamment de production, d'eau minérale, d'eau industrielle, de boissons gazeuses.

**Article 4 :** Le débit prélevé sur chacun des ouvrages étant supérieur à 50 mètres cubes par trimestre, conformément à la réglementation en vigueur, un compteur doit être installé à l'exhaure de chaque forage aux fins de comptage et de contrôle des volumes d'eau prélevés.

**Article 5 :** L'environnement des ouvrages de production d'eau doit être tenu dans un état de parfaite salubrité dans le respect de la loi n° 003/91 du 23 avril 1991 susvisée.

**Article 6 :** La société RAGEC est astreinte au paiement de la redevance de prélèvement des eaux, conformément à la réglementation en vigueur.

Elle doit s'acquitter du montant de la redevance dans les délais fixés par l'avis de paiement.

**Article 7 :** Tout retard constaté dans le paiement de la redevance entraîne, sans préjudice des autres sanctions prévues par la loi n° 13-2003 du 13 avril 2003 susvisée, une majoration de 10% du droit exigible.

En cas de défaut de paiement, le montant de la redevance due est majoré de 100%.

**Article 8 :** La société RAGEC est tenue de respecter l'ensemble des engagements contenus dans la présente autorisation ainsi que la réglementation relative au secteur de l'eau.


Sans préjudice des autres voies de droit et recours, le non-respect de ces dispositions peut entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation, après mise en demeure préalable par l'organe de régulation du secteur de l'eau, dans le respect de l'article 93 du code de l'eau.

**Article 9 :** La direction générale de l'organe de régulation du secteur de l'eau, la direction générale de l'hydraulique et la direction générale du fonds de développement du secteur de l'eau, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de veiller au respect des prescriptions de la présente autorisation et de la réglementation du secteur de l'eau.

**Article 10 :** La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.



Elle est personnelle, incessible et non transférable.

Article 11 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo. / 

Fait à Brazzaville, le 3 août 2023

Emile OUOSSO. - 